

BCP BANK (MAURITIUS)

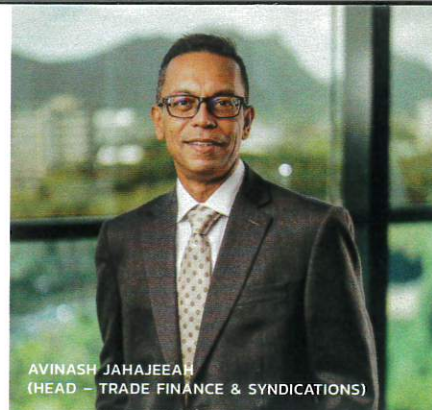
Financement actif de projets de transition énergétique

À travers BCP, groupe bancaire et financier panafricain dont elle est une filiale, BCP Bank (Mauritius) participe à diverses initiatives internationales de finance durable. En parallèle, elle intègre à plusieurs échelons de son organisation les principes de durabilité, nous dit Avinash Jahajeeah, Head – Trade Finance & Syndications de BCP Bank (Mauritius).

«La stratégie de durabilité du Groupe BCP vise à promouvoir des actions d'adaptation et d'atténuation des risques climatiques, notamment à travers le financement de grands projets relatifs aux énergies renouvelables, permettant de soutenir concrètement la transition énergétique à grande échelle. L'émission de Green Bonds constitue un autre pilier de cette stratégie, ces obligations vertes étant spécifiquement destinées à refinancer des projets d'énergie renouvelable, démontrant l'engagement du groupe envers le développement durable sur le continent. En amont de chaque décision, l'évaluation systématique de l'impact environnemental de chaque crédit d'investissement garantit une approche responsable et cohérente avec les objectifs climatiques», étaye Avinash Jahajeeah.

La stratégie du Groupe BCP est aussi basée sur le soutien aux entreprises, notamment les petites structures, et aux communautés, par le financement et le microfinancement, complété par des initiatives d'éducation financière pour stimuler la croissance socio-économique. «Cette approche traduit la conviction que les banques jouent un rôle clé dans l'accompagnement de la transition durable et du développement inclusif», explique-t-il.

Alignant sa stratégie sur celle du Groupe, la politique environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) de BCP Bank (Mauritius) repose notamment sur le respect strict de la législation et des bonnes pratiques sociales et environnementales, un système complet de gestion des risques ESG, et une politique d'exclusion stricte des activités non finançables, notamment celles qui portent atteinte à la sécurité et à la santé des personnes. Ainsi, BCP Bank (Mauritius) met régulièrement à jour sa politique ESG de manière à se conformer aux normes d'institutions de financement telles que la Société Financière Internationale (SFI) et Proparco.



AVINASH JAHAJEEAH
(HEAD – TRADE FINANCE & SYNDICATIONS)

Au niveau de son activité de financement trans-frontalier pour des projets d'envergure, BCP Bank (Mauritius) traduit son engagement, entre autres, par un financement actif de projets de transition vers les énergies propres et renouvelables. «Nous avons, par exemple, récemment aidé une cimenterie à se décarboner de manière responsable et rentable, et, dans la foulée, être conforme aux critères ESG», rappelle Avinash Jahajeeah. La banque porte d'ailleurs une attention particulière à l'intégration de systèmes technologiques de pointe en matière de développement durable et d'une conception certifiée LEED (Leadership in Energy and Environmental Design).

Sur le marché 'Retail', la solution de crédit *iPreserve*, destinée à financer des projets verts – achat de véhicules hybrides ou électriques, installation de panneaux solaires, etc. – a été conçue pour accompagner concrètement ses clients dans leur démarche écoresponsable, ajoute-t-il. Puis, à travers son plan de gouvernance, BCP Bank (Mauritius) intègre une gestion rigoureuse des risques ESG, notamment pour les crédits destinés au marché 'Corporate and Institutional Banking'.

ACCRESO ASSET MANAGEMENT

Créer de la valeur pour les clients, dans le respect de la société et de la planète



OLIVER MÜLLER (CHIEF INVESTMENT OFFICER)

CHEZ Accresco, la durabilité n'est pas un slogan marketing — c'est une manière de penser, d'analyser et d'investir, affirme Oliver Müller, Chief Investment Officer d'Accresco Asset Management. Signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI), cette décision a d'ailleurs marqué une étape importante dans l'engagement du gestionnaire d'actifs à intégrer la durabilité dans son métier d'investisseur, confie Oliver Müller.

«Concrètement, cela signifie que nous nous engageons à prendre en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans toutes nos décisions d'investissement. Nous devons également publier chaque année un rapport sur nos pratiques et nos

progrès en matière de durabilité. Depuis notre adhésion, nous avons renforcé nos processus internes, élargi notre formation ESG et lancé de nouvelles stratégies — comme l'ASQ 50 — axées sur la qualité et la durabilité. En avril 2025, nous avons coorganisé une conférence avec l'UN PRI et ESG Intellis Solutions ici à Maurice, afin de sensibiliser l'ensemble de la communauté financière locale».

Si Accresco Asset Management n'a pas encore rejoint l'initiative 'ForwardFaster' du Pacte mondial des Nations unies (UN Global Compact), son équipe poursuit la réflexion sur les meilleures manières d'aligner leurs engagements sur les grandes orientations mondiales en matière de finance responsable.

Cette approche se traduit par l'évaluation des entreprises non seulement sur leur performance financière, mais aussi sur la façon dont elles gèrent leur impact environnemental, leurs relations sociales et leur gouvernance, étaye Oliver Müller. «Nous examinons, par exemple, leurs émissions de carbone, la diversité de leurs conseils d'administration, leurs pratiques en matière de chaîne d'approvisionnement ou encore le bien-être de leurs employés. Ce sont des éléments qui influencent leur succès à long terme. Nous dialoguons directement avec les dirigeants des entreprises dans

lesquelles nous investissons — en particulier celles cotées à la Bourse de Maurice — pour comprendre leur stratégie ESG. Si nous identifions des lacunes, nous les signalons et, si nécessaire, nous intervenons. En cas de refus persistant d'amélioration, nous sommes prêts à désinvestir».

En résumé, poursuit le Chief Investment Officer d'Accresco Asset Management, l'entreprise cherche à créer de la valeur pour ses clients, dans le respect de la société et de la planète. Accresco Asset Management partage pleinement, en effet, la vision de l'Initiative Financière du Programme des Nations unies pour l'Environnement (UNEP FI) à l'effet que les institutions financières ont un rôle crucial à jouer pour transformer les objectifs mondiaux de durabilité en actions concrètes sur le terrain, poursuit notre interlocuteur.

«En influençant la manière dont l'argent est investi, quels projets sont soutenus et quelles normes sont attendues, cela peut aider à orienter l'ensemble de l'économie — y compris les petites et moyennes entreprises (PME) — vers une voie plus durable (...) Nous croyons que cette approche soutient non seulement une société et un environnement plus sains, mais conduit également à de meilleurs résultats financiers à long terme.»

MAUBANK

Les PME mauriciennes ciblées par une ligne de crédit verte

À Maurice, les banques, dont MauBank, commencent à intégrer les critères ESG dans leurs produits et leurs modèles de crédit. Brian Meunier, ESG Sales Coordinator for Corporate Banking de MauBank, partage l'avis de l'UNEP FI. Les institutions financières peuvent entraîner le reste de l'économie, à condition que les solutions soient «lisibles, accessibles et adaptées aux réalités du tissu économique».

Les PME, qui représentent 54,6 % de l'emploi et près de 40 % du PIB, sont au cœur de la stratégie de MauBank. Souvent exclues des circuits traditionnels du financement climatique, elles font face à des obstacles comme le manque de structuration technique ou l'accès au crédit. Pour y remédier, MauBank propose des solutions ciblées : efficacité énergétique, faible empreinte carbone, adaptation climatique. Un partenariat avec l'Agence française de développement,

signé en avril 2025, permet à la banque de proposer une ligne de crédit verte de 38,5 millions d'euros. Celle-ci finance des projets d'atténuation (70 %) et d'adaptation (30 %) alignés sur les priorités nationales. Un programme d'assistance technique accompagne cette offre : il renforce les compétences internes de la banque et aide les entreprises à structurer des projets durables, viables et conformes aux standards internationaux.

MauBank veut dépasser son rôle de financeur pour devenir un partenaire stratégique. En interne, la banque a formé ses équipes à la gestion des risques climatiques et a adapté ses grilles d'analyse aux réalités mauriciennes. Des comités internes évaluent la conformité environnementale et sociale des projets.

Les droits humains sont intégrés aux contrats, notamment pour les chantiers, avec une vigilance particulière sur les condi-



BRIAN MEUNIER, ESG SALES COORDINATOR FOR CORPORATE BANKING

tions de travail et les pratiques abusives. Pour Brian Meunier, «l'enjeu est désormais d'ancrer ces premiers acquis dans une démarche collective, impliquant innovation, évolution des référentiels internes et pédagogie auprès des clients».



HARSHEENEE AUJAYEB (GENERAL MANAGER)

À Maurice, la finance durable prend forme à travers des outils comme les obligations vertes et durables, encadrées par la Banque de Maurice et la Financial Services Commission, indique l'entreprise ESG Intellis Solutions. Les fonds ESG progressent

ESG INTELLIS SOLUTIONS

Pour une taxonomie verte claire

aussi, avec des règles de transparence plus strictes pour éviter le greenwashing. L'indice SEMSI évalue déjà les performances ESG des entreprises cotées selon les normes GRI.

Pour Harsheenee Aujayeb, General Manager d'ESG Intellis Solutions, une taxonomie verte claire est aujourd'hui indispensable. «Chaque institution interprète différemment ce qui est 'vert' ou 'durable'. Cette confusion nuit à la crédibilité du secteur et complique les décisions d'investissement.» Une telle classification permettrait de fixer des critères communs, de mieux lutter contre l'éco-blanchiment et de guider les investisseurs de manière fiable. Elle précise que cette taxonomie doit refléter la réalité locale tout en s'alignant sur les standards internationaux.

Elle soutient la vision de l'UNEP FI selon laquelle les institutions financières peuvent jouer un rôle moteur dans la transition, surtout dans un petit État insulaire. Des initiatives vont dans le bon

sens. Le programme SUNREF, terminé en 2024, a mobilisé 185 millions d'euros et financé 430 projets, évitant 275 000 tonnes de CO₂ par an. Le partenariat d'Absa Maurice, avec 75 millions USD pour des projets solaires, en est un autre exemple.

Mais les PME restent en marge, alors qu'elles sont centrales à l'économie. Le financement climatique vient surtout de l'extérieur, et non des institutions locales. Pour réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, Maurice aura besoin de 264 millions USD par an. Cela demande des produits financiers adaptés, des garanties et plus de compétences sur les risques climatiques.

À ESG Intellis Solutions, la durabilité est intégrée à tous les niveaux. L'entreprise accompagne ses clients sur la base de standards internationaux, avec une approche centrée sur la gouvernance. Grâce à ses synergies internes et son engagement au Pacte Mondial de l'ONU, elle participe aussi aux discussions sur la régulation ESG.